

## Déclaration liminaire de l'UNSA-Education au CTSD du 26 mars 2021

Madame la directrice académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

### ***Situation sanitaire***

Le ministre de la santé a annoncé hier soir de nouvelles mesures sanitaires dans 3 départements supplémentaires dont nos voisins du Rhône. Cela porte à dix-neuf le nombre de ceux qui connaissent une nouvelle période de confinement, avec le passage systématique des lycées en demi-jauge et le maintien de l'ouverture complète des collèges et écoles. L'Isère fait partie des départements en surveillance et pourrait elle aussi basculer vers ces mesures dans les jours qui viennent, comme d'autres départements de l'académie.

Si la mesure pour les lycées est bienvenue, son application doit être précisée et harmonisée. De plus, les perturbations dans les apprentissages et les inégalités entre les territoires doivent conduire à réétudier au plus vite la question des épreuves terminales.

S'agissant des collèges, **l'UNSA Education** souhaite que toutes les demandes de réduction des capacités d'accueil soient étudiées. Jusqu'à présent, elles ont été majoritairement refusées alors que la configuration de nombreux collèges aux effectifs surchargés amène aux mêmes raisonnements que pour les lycées. Pour **l'UNSA Education**, il faut également annuler dès maintenant les épreuves du DNB.

Pour préserver l'ouverture des écoles dans la durée, **l'UNSA Education** estime que le ministère doit accepter plus facilement des fermetures de classes ou d'école pour une semaine, au cas par cas. Fermer une semaine quand c'est nécessaire et recruter sont deux axes indispensables pour contenir l'épidémie et protéger les équipes de l'épuisement.

En réponse au ministre l'éducation, **l'UNSA Education**, insiste sur le fait que **NON !** Les établissements ne fonctionnent pas normalement, comme le ministre veut le faire croire, ni dans les 19 départements reconfinés, ni en Isère, ni dans l'académie de Grenoble !

Les enseignants, CPE, PsyEN, AED, AESH, Atsem et autres personnels des écoles et établissements, à commencer par ceux qui sont au contact des enfants les plus jeunes qui ne portent pas le masque, veulent se protéger et protéger leurs proches. Les campagnes de tests salivaires peuvent y concourir. Déployées avec de nombreuses difficultés depuis 3 semaines, **l'UNSA Education** demande la communication de leurs résultats pour notre département.

Mais surtout, la décision de maintenir « quoi qu'il en coûte » les écoles et établissements scolaires ouverts doit engager le gouvernement à prioriser sans délai l'accès à la vaccination pour l'ensemble de ces personnels et confirmer l'accès entièrement gratuit aux tests.

En outre, **l'UNSA Education**, se félicite de la réouverture des gymnases à la pratique scolaire. C'était l'une de nos demandes pour le bien-être des élèves et de leurs professeurs.

## ***Préparation de rentrée 2021***

Concernant la préparation de rentrée 2021 dans les collèges de l'Isère, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

52 suppressions de postes,  
28 mesures de carte scolaire,  
13 disciplines en solde négatif,  
388 postes à compléments de services.

La politique de sape de notre ministère, que nous dénoncions lors du CTSD de janvier, se concrétise. Les équipes éducatives, déjà asphyxiées, doivent encore « encaisser ». Ce n'est pas la mission éducative qui est priorisée ici, ni l'accompagnement de tous élèves vers la réussite, et surtout pas les conditions de travail des personnels enseignants et encadrants mais c'est bien la seule logique comptable qui prime.

Nous nous étonnons de la multiplication des découpages des compléments de services reçus au sein d'une même discipline et tout particulièrement en technologie. Pourquoi mobiliser jusqu' à 3 enseignants quand un poste voire deux pourraient être créés ? Quel sens pédagogique à ces répartitions ? Quel respect pour la discipline enseignée ? Pour les équipes ? Pour les personnels de direction qui devront jongler pour faire remonter un TRMD et organiser la rentrée avec les multiples compléments de services, les BMP, les supports entrants métier qui se multiplient (FSTG, PSTG, les nouveaux contractuels alternants et les AED pré pro) ? Et enfin quel respect pour nos élèves ?

La communication tardive des temps partiels complexifie encore cette préparation de rentrée.

Cette situation dramatique n'est que la résultante des suppressions de postes dans le second degré compensées par l'inflation des HS dont 2 sont devenues obligatoires. Nous avons toujours dénoncé cette décision inique.

Seule lumière d'espoir, la création de 5 ULIS qui malheureusement ne vont pas permettre d'éponger la totalité des besoins exponentiels en matière d'accueil des élèves en situation de handicap.

Nous rappelons aux services notre reconnaissance de leur souci de gérer des moyens en intégrant le facteur humain mais comment faire bien avec « rien » ? Nous sommes sincèrement inquiets, le poids qui pèse sur les épaules des équipes est de plus en plus lourd, les risques psychosociaux de plus en plus présents...

Merci de votre attention,

***Pour l'UNSA Education 38***

***Serge RAVEL  
Sophie DESCAZAUX  
Stephan AMOZIGH***